

ENQUÊTE

↓
CARREFOUR
INNOPLANT²

Vers une pomme de terre sans phytos ?

Plus de 150 acteurs de la filière pomme de terre se sont mobilisés autour du thème "Vers une pomme de terre sans phytos?" à l'occasion du 3^e Carrefour plant de pomme de terre porté par l'unité mixte technologique (UMT) InnoPlant² les 14 et 15 octobre. Format inédit, compte tenu du contexte sanitaire, cet événement accessible en présentiel et en streaming, a habilement mêlé présentations, témoignages vidéos, questions interactives, questions/réponses, table ronde, etc.

Le thème d'actualité choisi se situe dans un contexte de limitation, voire de suppression progressive, des produits phytopharmaceutiques de synthèse, et de fortes exigences de qualité à un prix abordable. Il se place

dans le cadre français de la démarche Écophyto et dans celui du plan de filière Semences et Plants centrés sur l'agroécologie.

Le premier, Écophyto II+, a été présenté par Bruno Ferreira, directeur général de l'Alimentation au ministère de l'Agriculture qui a également souligné certaines actualités réglementaires. Il a par ailleurs affirmé que *"l'innovation variétale, les semences et plants constituent un levier majeur pour les systèmes agroécologiques"*.

Le second, le plan de filière Semences et Plants, a été précisé par Catherine Dagorn, directrice générale du Gnis. Elle a insisté sur le fait que *"les semences et plants sont le premier maillon de la chaîne alimentaire"*.

Les chercheurs de la FN3PT et sa structure dédiée Inov3PT, ainsi que ceux de l'UMR Igepp (Institut de génétique, environnement et protection des plantes) d'Inrae, tous deux partenaires de l'UMT InnoPlant², ont passé en revue les nombreux risques sanitaires encourus par la pomme de terre et les leviers (biocontrôle numérique, variétal, agronomie...) permettant d'agir pour une pomme de terre sans phytos.

Lors de la table ronde, l'innovation variétale et l'acceptabilité des variétés résistantes ont notamment été débattues par l'ONG Greenpeace, le metteur en marché Carrefour, le négociant Priméale, le producteur Éric Fallou et la généticienne Frédérique Arousseau, alors que le consommateur affiche parfois des attentes contradictoires. Ces intervenants se sont attachés à mettre en avant les démarches déjà vertueuses existantes en pommes de terre. Ils ont aussi évoqué les améliorations possibles. / **BERNARD QUÉRÉ ET BÉATRICE ROUSSELLE**



Bruno Ngala

RECHERCHE ET FILIÈRES.

Quels défis et enjeux?

Le troisième Carrefour de la recherche plant de pomme de terre s'est tenu mi-octobre en physique et à distance. Il avait pour thème "Vers une pomme de terre sans phytos?".

Le thème d'actualité choisi pour le 3^e Carrefour Innoplant² – Vers une pomme de terre sans produits phytos? – se situe dans un contexte de limitation, voire de suppression progressive, des produits phytopharmaceutiques de synthèse, et de fortes exigences de qualité à un prix abordable. Il se place dans le cadre français de la démarche Éco-phyto et dans celui du plan de filière Semences et Plants centrés sur l'agroécologie.

CONTEXTE ET ORIENTATIONS DES POLITIQUES...

Bruno Ferreira, directeur général de l'Alimentation au ministère de l'Agriculture, a ouvert le bal des interventions de ces deux jours en présentant le Plan Écophyto II+ ainsi que certaines actualités réglementaires. Il a tout d'abord souligné que "la

thématique du Carrefour est ambitieuse et belle" et que "le chemin serait long et semé d'embûches" pour aller vers une pomme de terre sans phytos. Il est revenu sur le plan Éco-phyto II+ revu en 2019 en précisant les volets d'actions sur les produits phytopharmaceutiques, sur la sortie de la dépendance de ces produits et sur la sortie du glyphosate. Il a évoqué le renforcement de la plate-forme d'épidémiosurveillance et l'intérêt du principe *One Health* (continuum santé végétale, animale, humaine et environnementale) où il faut aller vers des systèmes de production toujours plus résilients. Concernant les produits de biocontrôle, il a affirmé que la France portait le sujet d'une réglementation au niveau européen dans le cadre de la stratégie *farm to fork* de la Pac. Toujours sur le plan européen, il a insisté sur la responsabilisation des professionnels dans le cadre du Règlement santé des végétaux,

qui propose par ailleurs une nouvelle classification des organismes nuisibles. L'actualité, c'est aussi 1,2 Md€ prévu dans le cadre du plan de relance pour la transition de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt. Des opportunités sont à saisir pour mener des actions de recherche et/ou de développement pour la filière. Enfin, l'innovation variétale, les semences et plants constituent selon lui un levier majeur pour les systèmes agroécologiques. Il a conclu son intervention en réaffirmant sa confiance dans le dynamisme et le professionnalisme de la filière pour aller vers une pomme de terre sans phytos.

... AINSI QUE DE LA R&D

Xavier Reboud, agroécologue au sein d'Inrae, préside l'axe Recherche et innovation d'Écophyto et est actuelle-

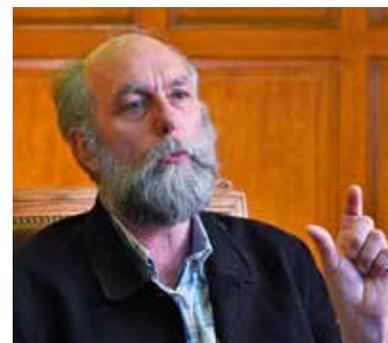


"Le chemin sera long et semé d'embûches", prévient Bruno Ferreira, directeur général de l'Alimentation au ministère de l'Agriculture.

ÉPIDÉMIOLOGIE

Évaluation et gestion des risques sanitaires

L'évaluation des risques sanitaires passe par l'épidémiosurveillance, ou surveillance biologique du territoire. Elle est une des composantes clés des systèmes de protection intégrés des cultures. Elle consiste à rechercher, décrire et quantifier la présence de parasites autochtones ou émergents, réglementés ou non, en vue d'orienter la lutte. De ce point de vue, les chercheurs se penchent en particulier sur les altérations superficielles et les pourritures des tubercules, ainsi que sur les taupins, mais aussi sur le mildiou, dans le but de piloter de manière efficace le déploiement de méthodes de lutte adaptées aux souches émergentes. L'évaluation conduit ainsi à la gestion des risques par l'intermédiaire d'outils adaptés, notamment dans le cas des nématodes avec l'illustration du projet Nematools.



"Les réductions d'IFT peinent à diffuser. Elles sont techniques, d'effets moins prévisibles et induisent souvent un manque à gagner", résume Xavier Reboud, agroécologue au sein d'Inrae.



 **InnoPlant**

ment chargé de mission sur l'articulation de l'agroécologie au machinisme et au numérique. Dans sa présentation, il a montré comment les travaux de R&D menés dans le cadre d'Écophyto depuis dix ans permettent des réductions possibles des IFT. Ces dernières mobilisent plusieurs leviers simultanément dans une approche systémique. Elles peinent toutefois à diffuser sans doute parce qu'elles sont techniques, d'effet moins prévisible, plus complexes à mettre en place et qu'elles induisent encore souvent, dans le système actuel, un manque à gagner. Toutefois, les incitations à bouger se généralisent et sont reprises dans des politiques locales, nationales et européennes. Le pari de la recherche c'est qu'en visant l'étude multifilière de systèmes sans pesticides, on se retrouve à mobiliser de nouveaux leviers plus en rupture qui seront aussi utilisables pour appuyer une baisse des usages de pesticides. Ils soulèvent de très nombreuses questions auxquelles les scientifiques peuvent apporter un éclairage et des avancées. Les leviers qui permettront de diminuer la dépendance aux pesticides seront combinatoires : d'ordre génétique et technologique mais aussi agronomique et agroécologique.

COLLABORATION AU SEIN DE LA FILIÈRE

En se rapprochant plus près de la filière plant de pomme de terre, Catherine Dagorn, directrice générale du Gnis, a développé les enjeux et orientations du "Plan de filière



"Les semences et plants sont le premier maillon de la chaîne alimentaire", a insisté Catherine Dagorn, directrice générale du Gnis.

semences et plants". Élaboré fin 2017 par le Gnis en concertation avec les familles professionnelles et les acteurs concernés, ce plan a pour objectifs de mieux répondre aux attentes des citoyens, des consommateurs et des clients; d'innover pour accompagner les filières en transition agroécologique; et de protéger, enrichir et diffuser la biodiversité.

Elle a insisté sur le fait que les semences et plants sont le premier maillon de la chaîne alimentaire. Ils constituent un véritable enjeu et influence sur la diversité des modèles agricoles ainsi que sur la diversité et la qualité de l'alimentation. Elle a repris quelques exemples d'actions menées notamment dans la filière avec le passage hors dérogation pour le plant en agriculture biologique ou la contribution aux fiches variétés résistantes dans le cadre des CEPP ou du contrat de solutions.

Dans ce contexte réglementaire, scientifique et professionnel, Yves Le Hingrat, codirecteur scientifique

de la FN3PT-Inov3PT, en associant Didier Andrivon et Marie-Claire Kerlan d'Inrae-Igepp, a présenté le projet UMT InnoPlant² 2018-2022. Il a rappelé que cette initiative est née de la volonté de la FN3PT et d'Inrae de renforcer leurs collaborations au service de la compétitivité de la filière française du plant. L'UMT InnoPlant² fait suite à une première UMT labellisée en 2012 par le ministère de l'Agriculture, après avis du conseil d'orientation scientifique et technique de l'Acta. Le nouveau projet couvre la période 2018-2022 avec l'ambition de mettre en œuvre un programme de travail collaboratif pour "Développer des innovations afin de conforter la qualité et la compétitivité des plants certifiés produits en France, face aux changements globaux et aux nouveaux besoins des utilisateurs". InnoPlant² continue à associer pour certaines thématiques le Gnis et l'ACVNPT (Association de créateurs de variétés nouvelles de pomme de terre) et elle implique deux nouveaux partenaires, l'ITab (Institut pour l'agriculture et l'alimentation biologiques) et l'Anses. InnoPlant²



"Le projet UMT InnoPlant² 2018-2022 est né de la volonté de la FN3PT et d'Inrae de renforcer leurs collaborations au service de la compétitivité de la filière française du plant", a rappelé Yves Le Hingrat, codirecteur scientifique de la FN3PT-Inov3PT.

La mobilisation pour une pomme de terre sans phytos s'appuie sur la combinaison des différents leviers et concerne tous les acteurs de la filière.

- poursuit le travail engagé avec un nouveau programme collaboratif qui est organisé autour de cinq domaines thématiques : évaluation et gestion des risques sanitaires ; génétique et innovation variétale ; numérique et outils innovants de pilotage ; innovation dans les systèmes de culture ; transfert, valorisation, animation et formation. Plusieurs scientifiques sont intervenus pendant deux jours pour présenter ces travaux au cours de plusieurs sessions sur les risques sanitaires et les différents leviers mobilisables pour les maîtriser (voir résumé en encadrés et détails sur www.umn-innoplant.fr).

SOUCI D'EFFICACITÉ DE LA R&D

"Cette UMT Innoplant² entre la FN3PT-Inov3PT et Inrae-Igepp est emblématique d'un partenariat réussi de recherche publique-privée : une recherche publique française dont la mission est la production de nouvelles connaissances, et une R&D privée, finalisée, portée par les professionnels de la filière du plant de pomme de terre",



Pierre Chagvardieff, président du CST FN3PT-Inov3PT a rappelé la phrase de Paracelse toujours d'actualité : *"Toutes les choses sont poison, et rien n'est sans poison ; seule la dose fait qu'une chose n'est pas poison"*.

apprécie Pierre Chagvardieff, président du CST FN3PT-Inov3PT, à l'issue de ces deux journées.

Ce souci de l'efficacité de la R&D, il le trouve aussi au travers des collaborations européennes de l'UMT. Il parle de "coopétition", néologisme composé de coopération et compétition. *"La coopétition est une stratégie d'alliance entre des compétiteurs pour accéder à des parts de marchés supplémentaires, ou pour lever des verrous bloquant dans le domaine de la R&D"*, explique-t-il. Il a posé également une interrogation concernant les pratiques d'agroécologie. *"Les*

parasites (re)émergents ne bousculeront-ils pas l'objectif des productions sans phytos ? Leur vitesse de dispersion, ainsi que leur arrivée de plus en plus fréquente et inopinée dans des agrosystèmes « naïfs » constitueront probablement un sujet difficile. Les travaux d'épidémiologie apparaissent dans cette perspective comme cruciaux", souligne-t-il.

Il revient sur l'importance du choix des mots qui, selon lui, ne doit pas être sous-estimée. *"Ne devrait-on pas dire Vers une pomme de terre saine sans phytos, plutôt que Vers une pomme de terre sans phytos ? Cette formulation pourrait apparaître moins négative, voire moins punitive, et mettrait en valeur le caractère plus attrayant du produit, soulignant l'importance de développer les résistances ou tolérances génétiques aux bioagresseurs, ou en agissant sur les bioagresseurs eux-mêmes en les maîtrisant (cf. biocontrôle)."*

Il pose une autre réflexion de sémantique. *"Phyto = pesticide de synthèse chimique = toxique pour la cible biologique et l'environnement. Biocontrôle = naturel = biosourcé = efficace sur sa cible mais sans danger pour l'environnement. C'est une vision simpliste, car il y a des contre-exemples dans chaque cas, mais elle est répandue. L'utilisation de mots mal définis, trop connotés ou au contenu trop implicite, ne participe peut-être pas à faciliter le dialogue entre les différents acteurs."*

Parmi ses interrogations personnelles, il fait part de la non-prise en compte de la discipline scientifique que constitue la toxicologie. Et de rappeler la phrase de Paracelse toujours d'actualité : *"Toutes les choses sont poison, et rien n'est sans poison ; seule la dose fait qu'une chose n'est pas poison"*. Il soulève ainsi la question : *"Prôner 0 pesticide, 0 résidu, 0... n'est-ce pas une course dépourvue de sens tant biologique et médical qu'économique ?"*

Il a également fait référence à une tribune récente parue dans la presse (été 2020), intitulée *Des temps nouveaux, des réponses nouvelles : une réglementation moderne du droit du génie génétique*. Il s'agit d'un manifeste de 23 responsables du parti écologiste allemand, les Verts, qui souhaitent une évaluation du nouveau génie génétique. *"Nous ne pouvons plus ignorer la nécessité d'agir, nous devons appliquer notre force d'évaluation technologique équilibrée et attentive, en dialogue avec la science, au nouveau génie génétique dans l'agriculture. Si nous ne nous engageons pas de manière constructive dans ce discours, l'avenir sera débattu sans nous, en Europe et au-delà."*

Il évoque ensuite l'attribution du prix Nobel de chimie à deux chercheuses, dont une Française Emmanuelle Charpentier, pour la mise au point du système quasi universel Crispr. Parmi les applications mises en avant, il y a celle de *"soigner les gènes des personnes malades"*. *"On ne parle pas dans ce cas de PGM, personne génétiquement modifiée ! Alors pourquoi ne pourrait-on pas soigner les gènes des pommes de terre sensibles aux attaques de bioagresseurs ?"*

"Au crépuscule" de son activité professionnelle, Pierre Chagvardieff termine en gardant *"l'espoir que l'activité humaine saura toujours trouver des solutions aux problèmes inhérents au monde du vivant."*

ET LE SÉLECTIONNEUR DEVIENT CRÉATEUR

Jean-Charles Quillet, président d'Inov3PT, en conclusion de ces deux journées, a repris les dernières réflexions de l'Académie d'agriculture. *"La recherche agronomique a besoin de moyens supplémentaires. Le plan de relance du gouvernement a bien pris en considération la nécessité des aides financières pour la mise en œuvre des innovations en*

→ SANS PHYTOS

DES LEVIERS PERMETTENT D'AGIR



Jean-Charles QUILLET
Président d'Inov3PT

Pour Jean-Charles Quillet, président d'Inov3PT, il existe un dernier frein aux transformations de la recherche agronomique, "celui du manque de confiance de l'opinion publique envers les agriculteurs et envers les résultats scientifiques".

agriculture. Il existe toutefois un dernier frein à ces transformations, celui du manque de confiance de l'opinion publique envers les agriculteurs et envers les résultats scientifiques", pointe-t-il.

Il insiste sur le concept d'innovation qui "demande beaucoup de connaissance, de compétence, d'abnégation et surtout de la passion. La connaissance scientifique des espèces à améliorer, les nouvelles techniques de sélection, le numérique sont les outils des sélectionneurs pour acquérir la compétence dans ce domaine. Mais il lui faut aussi déterminer ce que demandera le marché et tenir compte des exigences sociétales. Le sélectionneur devient aussi Créateur : c'est lui qui amènera la variété dont le monde a besoin, la variété résistante aux maladies, avec des rendements et une qualité acceptable, adaptée aux nouvelles conditions climatiques, environnementales et aux besoins humains en général."

Il revient sur la réglementation sanitaire en pomme de terre qui "a été une des premières mises en œuvre en France et sur le territoire européen, aussi bien en ce qui concerne les passeports phytosanitaires que les certificats phytosanitaires pour l'exportation sur les pays tiers". Ainsi, selon lui, "innover, comprendre, créer de nouvelles variétés capables de répondre à toutes les exigences a été

pour les organisations de producteurs un devoir. Si bien que la pomme de terre a été in fine un exemple sanitaire pour les autres espèces".

Mais, malheureusement, il constate que, "par manque de compréhension des besoins techniques qui sont nécessaires, la recherche française est presque à l'arrêt". D'après lui, "ceci est le fait d'une population orientée vers la peur des problèmes de santé défendue par les médias". Et il prend aussi clairement position sur la réglementation NBT : "La sélection française, enviée aujourd'hui dans le monde entier, ne doit pas être en repli par rapport aux autres pays qui, à terme, nous imposeraient leurs matériels génétiques issus de toutes les biotechnologies que nous nous serions interdites".

Il reste cependant très optimiste, connaissant "la qualité et la détermination de l'ensemble des équipes, chercheurs, sélectionneurs, contrôleurs, inspecteurs, inspecteurs encadrants, directeurs et tous ceux qui travaillent aux côtés des producteurs". En rugbyman qu'il est, il termine en affirmant sa fierté "d'avoir été le capitaine d'une telle équipe pendant près de vingt-cinq ans".

MOBILISATION GÉNÉRALE DANS LA DURÉE

Concrètement, la mobilisation pour une pomme de terre sans phytos s'appuie donc sur la combinaison des

Les travaux de recherche portent sur des leviers alternatifs aux produits phytos, à commencer par le choix variétal. La mise à disposition progressive de variétés résistantes est une voie fondamentale d'avenir pour limiter, voire supprimer, les traitements phytosanitaires contre les maladies et ravageurs, notamment le mildiou, les nématodes, et à plus long terme, les viroses et bactérioses. À ce sujet, les sélectionneurs ont identifié des sources génétiques de résistance et montrent que certaines résistances au mildiou demeurent efficaces dans la durée.

L'imagerie quantitative et les réseaux de capteurs sont d'un apport incontestable pour évaluer l'état sanitaire des cultures et gérer les maladies et ravageurs. Les outils numériques sont d'ores et déjà utilisés par les producteurs et permettent de limiter considérablement le nombre d'interventions phytosanitaires, mais aussi de moduler avec précision la fertilisation.

Des produits de biocontrôle ont été évalués et caractérisés en conditions contrôlées, puis en plein champ, en interaction avec plusieurs variétés, dans un schéma de protection intégrée des cultures. Ils peuvent contribuer à la lutte contre le mildiou, les nématodes ou encore la maladie de la jambe noire, même si des développements complémentaires restent nécessaires. L'agriculture biologique se développe, tant pour la production de plants que pour celles de pomme de terre de consommation. Les producteurs, qui ont pris cette voie, l'empruntent avec conviction et réalisme. Cependant, la production bio doit faire face à des contraintes importantes en production de plants, notamment la maîtrise du mildiou, la gestion des taupins, des virus et du rhizoctone. L'obligation d'utiliser des plants bio dès 2020 incite fortement les sélectionneurs à fournir une gamme variétale adaptée.

différents leviers et concerne tous les acteurs de la filière : pouvoirs publics, chercheurs, sélectionneurs, prescripteurs, collecteurs, producteurs de plants, producteurs de pomme de terre de consommation, transformateurs, consommateurs... Ils devront arbitrer des considérations économiques, sociales et environnementales, tenant compte de la demande des consommateurs et des aspirations des citoyens. Les acteurs de la recherche et du développement du plant poursuivent résolument leurs travaux, dans la durée, pour atteindre à terme l'objectif ambitieux fixé. /

BERNARD QUÉRÉ, FN3PT

POUR EN SAVOIR +

L'ensemble des présentations, des résumés et des interventions vidéos sont accessibles sur le site <https://umt-innoplant.fr>



TABLE RONDE.

Acceptabilité des innovations

Les intervenants de la table ronde du carrefour Innoplant² se sont attachés à mettre en avant les démarches déjà vertueuses en pommes de terre. Ils ont aussi évoqué les améliorations possibles.



B.F.

L'innovation variétale et l'acceptabilité des variétés résistantes étaient au cœur des débats de la table ronde du carrefour Innoplant².

“Vers une pomme de terre sans phyto ?” Tel était le thème du carrefour Innoplant², les 14 et 15 octobre, à Paris. Lors de la table ronde, l'innovation variétale et l'acceptabilité des variétés résistantes a notamment été débattue, alors que le consommateur affiche parfois des attentes contradictoires (**voir encadré**). ONG, metteur en marché, négociant, producteur et obtenteur ont tenté d'apporter des réponses.

DES DÉMARCHES VERTUEUSES

Laure Ducos (en visio, au centre sur la photo), chargée de campagne alimentation agriculture pour Greenpeace, reconnaît les efforts déjà réalisés par

la profession mais rappelle la position de l'ONG : lanceur d'alerte. “Nous n'arriverons à faire évoluer les pratiques – du consommateur, des politiques ou des producteurs – qu'en dialoguant et échangeant nos points de vue. Avec la GMS, nous avons des échanges depuis six ans sur la réduction des pesticides et avons notamment lancé la campagne Zéro pesticide. L'objectif est que la GMS soutienne les producteurs qui ont fait des efforts en revalorisant les prix d'achat de leurs produits.”

“La démarche Act for food de Carrefour va dans ce sens”, souligne Jeanne Schutz, sourceuse fruits et légumes pour cette enseigne. Par cette démarche, mise en place en 2018 et inscrite dans les statuts de l'entreprise, Carrefour a l'ambition de devenir le leader de la

transition alimentaire afin de proposer une nourriture plus saine, gustative, et accessible à tous. “Car, même si nous sommes leader en bio, ces produits ont un prix que tout le monde ne peut pas se permettre. Notre choix est donc d'accompagner le producteur dans sa transition et le client dans ses changements de consommation. L'acte est clair : suppression des pesticides. Mais nous regardons aussi la gestion de l'eau, des sols et de la biodiversité.” La marque Agrilogique de Priméale, lancée en 2019, va, elle aussi, dans la même direction. “Elle s'adresse à des consommateurs en attente de produits issus d'une agriculture plus vertueuse, mais à un prix acceptable”, explique Sébastien Lafaye, responsable de l'amont pour Priméale. Elle s'appuie sur quatre piliers : favoriser la biodiversité, les techniques alternatives à la chimie, une fertilisation organique plutôt que chimique et enfin, utiliser l'agriculture de précision. Cette démarche permet de garantir l'absence de résidus de pesticide dans nos produits et a obtenu récemment la caution de Bledina. Toutefois, ces techniques ont un coût, un juste prix est donc à trouver. Mais, la qualité visuelle est encore un des critères de choix du consommateur, l'innovation doit donc proposer un produit d'aspect visuel parfait.”

UNE QUESTION D'ASPECT

Quelle est alors la réponse des obtenteurs ? Frédérique Arousseau, généticienne et représentante de l'ACVNP,

→ CONSOMMATEURS

DES ATTENTES PARFOIS CONTRADICTOIRES



Pour Frédérique Arousseau, généticienne, "l'avenir continuera à beaucoup demander au variétal. Il restera un levier important, mais ne fera pas tout".

B.H.

"Les attentes des Français concernant les acteurs agro-alimentaires et agricoles portent sur la santé, l'environnement et la société, indique Aude Aznar, responsable qualité au CNIPT. En avril lors d'un sondage, sept Français sur dix ont estimé que la crise sanitaire et économique actuelle était l'illustration de ce qu'il fallait changer dans leur mode de consommation. Pour autant, dans leurs actes d'achats de pommes de terre, le premier critère de choix reste le mode de cuisson envisagé, suivi de la recette, la quantité, et, en 4^e position la variété. Prix et origine n'arrivent qu'en 7 et 8^e place...", note-t-elle. Dans un contexte de baisse moyenne des volumes achetés de 1 % par an depuis 2011-2012, la segmentation culinaire a été un élément structurant, tout comme la diversité de l'offre avec ses sigles d'identification de l'origine et de la qualité (Siqo), ses démarches publiques (HVE) ou privées (GlobalGap, Demain la terre, ZRP...). Le bio attire également de nouveaux acheteurs –trois points de plus depuis les deux dernières campagnes– mais il ne représente que 4 % des volumes achetés. 27 variétés seulement couvrent 80 % des rayons. Parmi elles, aucune ne dépasse la note de résistance de 7 sur 9 en mildiou, et rares sont celles qui vont au-delà de 6 sur 9 en aptitude à la conservation... "Il y a donc un décalage entre les attentes des consommateurs, les possibilités du catalogue variétal et la présence de celles-ci en rayon!", pointe Aude Aznar.

l'Association des créateurs de variétés nouvelles de pommes de terre, rappelle que le délai de création d'une variété est de dix ans, depuis le croisement sexué classique jusqu'à son

développement. "Lors de ces créations, nous sélectionnons en priorité selon des aptitudes culinaires, puis sur des critères de production (rendement, résistance...). Ces critères sont

les mêmes, en bio comme en conventionnel. Nous faisons des compromis à chaque étape. Mais l'obteneur doit aussi savoir prendre des risques pour l'avenir en délaissant tel ou tel critère. ●●●

- Nous allons être confrontés à un verrou technique si toutes les parties ne se remettent pas en question. Pour aller vraiment vers une pomme de terre sans phytos, chacun doit faire un bout de chemin vers le compromis et accepter par exemple que toutes les pommes de terre ne ressemblent pas à de beaux œufs!"

"Pour l'instant, nous produisons peu de variétés résistantes, reconnaît Sébastien Lafaye. Elles n'ont en effet pas toutes les exigences attendues par le marché du frais. Nous arrivons à les inclure dans des programmes d'agroécologie qui peuvent accepter une qualité d'aspect un peu moindre, mais le pas complet n'est pas encore fait."

De son côté, Jeanne Schutz rappelle que les pommes de terre bio, contrairement aux conventionnelles, sont généralement commercialisées en catégorie 2, ce qui permet un aspect moins joli. "En agroécologie, nous avons choisi de rester en catégorie 1 et devons donc respecter la réglementation quant aux pourcentages maximum de défauts", précise-t-elle.

RÉDUCTION DES PESTICIDES

"Avec Filière Qualité Carrefour (FQC) –notre cœur de marché– nous nous positionnons entre le conventionnel et le bio. Nous avons besoin du variétal, souligne Jeanne Schutz. Le consommateur est en effet encore assez exigeant sur l'aspect d'une pomme de terre, mais c'est notre rôle en tant que distributeur de communiquer et de l'éduquer sur ce point."

Éric Fallou, producteur de plant et président de la FN3PT, apprécie. "C'est bien que la centrale d'achat, qui décide, éduque le consommateur! Car certaines de nos variétés, inscrites sur les listes CEPP (Certificats d'économies de produits phytosanitaires) ne se développent pas vite... Elles restent cantonnées à un marché de niche. Or, en tant que producteur, je ne demande que ça d'économiser

des produits phytos! Ça fait du bien à l'environnement et à mon portefeuille."

"Dans la filière agroécologie, nous allons plus loin et avons souhaité également supprimer les pesticides de synthèse, souligne Jeanne Schutz. Nous y travaillons, avec les producteurs, depuis trois ans. C'est la première filière à y parvenir. De septembre à décembre, 100 % des tubercules commercialisés ont été cultivés sans pesticide de synthèse dès la levée", annonce-t-elle. Carrefour accompagne ses producteurs. Ils sont en moyenne rémunérés 15 % de plus pour un produit en agroécologie. Et s'ils n'arrivent pas à maintenir la culture dans ce cahier des charges, alors leurs pommes de terre sont vendues au travers de la filière FQC.

"Toutes ces initiatives qui améliorent les pratiques sur le terrain vont dans le bon sens", apprécie Laure Ducos. Elle déplore toutefois le manque de reconnaissance de la démarche publique HVE "qui ne parle pas aux consommateurs" mais qui pourrait être un socle commun "même si elle ne va pas encore assez loin". Elle encourage les consommateurs à se tourner vers le bio avec ses labels AB, Nature & Progrès ou Demeter, mais reconnaît que l'agriculture biologique n'est pas parfaite, notamment avec l'usage du cuivre. Sur l'aspect des produits, elle constate le "fiasco" de la campagne des légumes moches d'Intermarché. "Le décalage entre la volonté et l'acte d'achat est manifeste."

ET LE BIO DANS TOUT ÇA ?

Pour Frédérique Arousseau la frontière entre le bio et le conventionnel, en sélection, est en train de s'estomper. Pourtant, même si 8 à 10 % de la gamme Priméale sont proposés en bio, "la pomme de terre est très en retard, admet Sébastien Lafaye. Ce marché ne décolle pas. Le label est rassurant pour une partie des clients, mais le bio ne correspond pas à tout



Pour Sébastien Lafaye, Priméale :
"Faire sans phytos ne sera pas possible. Avec beaucoup moins, oui. Sans, non!"

le monde, il n'est pas la solution à tout. À nous de travailler sur les cultures conventionnelles pour les rapprocher du bio." Jeanne Schutz confirme. "Le bio plafonne à Carrefour. Mais nous nous servons de ces connaissances pour aller plus vite dans notre démarche agroécologie et intégrer notamment des variétés résistantes. La plupart de nos producteurs sont déjà engagés dans la démarche HVE, même si nous n'en faisons pas la promotion, car nous considérons que nos cahiers des charges vont déjà au-delà."

Pour Éric Fallou, chacun choisit son mode de production. "Il n'existe pas de variétés bios. Celles avec résistance doivent pouvoir servir à tout le monde, pas qu'au bio. Et si chaque cahier des charges de distributeur ne venait pas complexifier encore la démarche HVE, ce serait bien", plaide-t-il.

QUEL AVENIR ?

Comment alors répartir les efforts entre les acteurs de la filière et le consommateur pour atteindre une pomme de terre sans phytos ? "L'avenir continuera à beaucoup demander au variétal, assure Frédérique Arousseau. Celui-ci restera un levier important, mais ne fera pas tout. Nous devons trouver une approche



"Il n'existe pas de variétés bios. Celles avec résistance doivent pouvoir servir à tout le monde."

ÉRIC FALLOU,
producteur et président
de la FN3PT

intégrative où il sera complété par du biocontrôle, de la prophylaxie, des OAD... Il est urgent que les obtenteurs, les producteurs, les négociants, les metteurs en marché et les consommateurs communiquent davantage entre eux pour mieux comprendre les verrous technologiques."

"Les variétés résistantes au mildiou ou à dormance longue ne sont pas encore dans les rayons, mais elles arrivent, rassure Sébastien Lafaye. Toutefois, nous devons apprendre à les connaître, en utilisant les techniques citées, avant de les présenter aux distributeurs qui eux-mêmes vont vérifier leurs qualités. Ces démarches, elles aussi, prennent du temps."

"Notre rôle est bien pédagogique, souligne Jeanne Schutz. Avec les pouvoirs publics et les ONG nous devons éduquer le consommateur et l'orienter vers la transition alimentaire en étant

transparent avec tous les acteurs de la filière."

Communiquer, les ONG telles que Greenpeace savent le faire. "Des applications comme Yuka ou mylabel apportent l'info recherchée par les consommateurs", affirme Laure Ducos. Tout en reconnaissant les efforts faits en France pour une meilleure prise en compte de l'environnement, de la santé et du social, elle souhaite qu'à l'avenir les producteurs soient rémunérés de façon plus juste "avec un développement d'un commerce équitable nord-nord".

Carrefour de son côté a pour ambition que toutes ses filières et tous ses fournisseurs soient engagés en 2025 dans l'agroécologie. L'enseigne affirme sa volonté de communiquer avec l'ensemble des acteurs pour atteindre l'objectif d'une pomme de terre sans phytos. Sébastien Lafaye,

lui, estime que faire sans phytos ne sera pas possible. "Avec beaucoup moins, oui. Sans, non! Des parasites nouveaux finiront toujours par agresser le tubercule, tels les pucerons cette année ou encore le stolbur qui n'avait jamais été remarqué. Notre plus gros chantier pour les dix ans à venir est selon moi de redonner confiance aux consommateurs quant à la qualité de nos produits."

Pour Éric Fallou, seul le pragmatisme vertueux, sans opposition, permettra de faire avancer l'ensemble des parties prenantes vers une pomme de terre sans phytos. /

BÉATRICE ROUSSELLE



B.R.

Pour Jeanne Schutz, Carrefour, "le consommateur est encore exigeant sur l'aspect d'une pomme de terre, c'est notre rôle en tant que distributeur de communiquer et de l'éduquer sur ce point".